

Budget 2022

Aide Publique au Développement : un pas en avant pour la solidarité internationale

Paris, le jeudi 23 septembre 2021

Le projet de loi de finances pour l'année 2022 est présenté ce jour en Conseil des ministres. Coordination SUD et ses membres saluent l'ambition du PLF 2022 qui paraît confirmer à l'engagement d'Emmanuel Macron d'augmenter progressivement la part de la richesse nationale allouée à l'aide publique au développement. Coordination SUD continuera de suivre la concrétisation budgétaire et restera vigilante à la bonne répartition sur les différents secteurs de la solidarité internationale. Lors des débats parlementaires, Coordination SUD continuera d'agir en faveur d'une redistribution encore plus équitable des richesses afin de lutter contre les effets de la crise sanitaire mais surtout contre les inégalités mondiales.

Le projet de loi de finances 2022 vient de faire l'objet d'un examen en Conseil des ministres. Il semble aller dans le sens de la trajectoire inscrite dans la loi d'orientation et de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales promulguée le 4 août dernier. L'augmentation de près d'un milliard affecté aux crédits de la mission APD abonde cette ligne budgétaire qui constitue le cœur de l'aide et permet de toucher directement les personnes les plus vulnérables. Cette augmentation montre la voie vers la cible de 0,55% de la richesse nationale allouée à l'APD promise par Emmanuel Macron en 2017, première étape vers celle de 0,7% en 2025.

La séquence du projet de loi de finances est une opportunité de mobiliser les moyens nécessaires dans un contexte de crise mondiale sociale, sanitaire et économique sans précédent, ayant fait basculer plus de 115 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020. Pour Olivier Bruyeron, président de Coordination SUD : « Dans un contexte où la pauvreté a augmenté et où les inégalités ont continué à se creuser, nous saluons l'effort de la France, 6e puissance économique mondiale, pour répondre à ces enjeux ».

Pour Gautier Centlivre, coordinateur du plaidoyer à Action Santé Mondiale :

“La question reste de savoir si le budget pour 2022 permettra à la France de remplir à la fois ses engagements internationaux en faveur de la solidarité internationale, de la santé, de l'éducation et l'accès à l'eau, tout en gardant une marge de manœuvre budgétaire pour répondre véritablement et opportunément aux crises à venir. Pour en disposer, un outil existe mais reste sous-investi : la taxe sur les transactions financières.”

Selon Maé Kurkjian, responsable plaidoyer de ONE,

“La taxe sur les transactions financières, dont une part est allouée au développement, a connu une explosion de ses recettes pendant la pandémie de COVID-19. A l'heure où les besoins sont plus urgents que jamais dans les pays à faible revenu, il faut renforcer cette taxe et en affecter une part plus grande à la solidarité internationale. Le budget pour 2022 est la dernière opportunité du

quinquennat de faire ainsi progresser à la fois la justice fiscale et la solidarité internationale.”

Ainsi, Coordination SUD attend des parlementaires qu’elles et ils envoient un message fort et fassent preuve d’un rôle moteur sans précédent en renforçant l’affectation au développement de la taxe sur les transactions financières (TTF). Particulièrement après que les spéculations financières ont explosé pendant la crise. Il s’agit de faire de ce financement innovant, véritable outil de justice fiscale, un levier pour dégager des ressources nouvelles mobilisables sous forme de dons. Il est par ailleurs indolore pour les finances publiques.

CONTACT PRESSE

Olivier Jablonski, jablonski@coordinationsud.org – Tél : 06 26 20 97 25

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd’hui près de 175 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d’urgence, d’aide au développement, de protection de l’environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d’éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.